

# **Rencontre nationale**

## **28 et 29 juin 2000**

**Université Paris 8**

*Introduction de Karine Delpas*

*Présidente de l'UNEF*

A 10 jours des chaînes d'inscription et à l'aube d'une nouvelle rentrée universitaire nous tenons cette rencontre nationale comme un moment de réflexions, d'échanges d'idées et d'expériences, de formation tant du point de vue des défis à relever pour l'Université que des évolutions en cours du syndicalisme étudiant.

En 50 ans, l'université a profondément évolué avec à chaque moment clé des conséquences directes sur la nature du syndicalisme.

Je voudrais vous en livrer ici quelques exemples, car c'est bien à chaque fois qu'il y a eu débat sur l'université que le syndicalisme a du et a su s'interroger sur sa propre nature et son devenir.

## **DEBATS UNIVERSITAIRES ET DEBATS SYNDICAUX : UN LIEN HISTORIQUE**

De la lutte contre le fascisme, du plan Langevin-Wallon (plaidant pour l'égalité des chances et pour faire de l'université l'affaire du plus grand nombre), naît en 1946 la charte de Grenoble. Avec ce syndicalisme c'est la naissance de la sécurité sociale étudiante, des coopératives, de la mutuelle, des œuvres. Le syndicalisme prend un visage revendicatif, solidaire et utile aux étudiants.

La lutte contre la guerre d'Algérie et du Vietnam, puis mai 68 posent des débats nouveaux dans le monde étudiant et donc au syndicalisme. L'université est alors traversée de questions sur la massification et sur la place que les étudiants ont à jouer dans les institutions. L'UNEF est naturellement imprégnée par ces débats et fait majoritairement le choix d'investir tous les lieux de décision et de pouvoir. L'UNEF renouveau naît de ce choix majoritaire en 1971. D'autres groupes scissionnent et vivent jusqu'en 81 où il se rassemblent pour créer l'UNEF-ID. L'exigence de massification, de reconnaissance du pouvoir des étudiants sont actés dans la loi en 1984 avec la libre inscription et l'augmentation du nombre d'élus étudiants dans les conseils.

Quand le projet Devaquet propose en 86 la sélection à l'entrée de l'université, c'est un fort mouvement étudiant de résistance qui émerge et gagne le retrait du projet. Avec ce mouvement, le syndicalisme doit alors s'interroger sur son rôle, sa responsabilité et sa participation à de telles mobilisations. Si l'UNEF-ID fait le choix d'en être et de se mettre au service des étudiants en lutte, l'UNEF quant à elle prône la légitimité de ses élus comme

interlocuteurs privilégiés des institutions. Suite à ce mouvement, des Etats Généraux sont organisés en 87 auxquels participent beaucoup d'étudiants, souhaitant prolonger le mouvement et changer l'Université. Forte de sa reconnaissance dans cette lutte, l'UNEF-ID saisit l'occasion des états généraux pour proposer aux étudiants comme moyen de prolonger leur engagement d'adhérer à leur syndicat. Si l'UNEF refuse à ce moment là cette évolution syndicale, c'est que sous cette forme les étudiants n'en veulent pas. Cela ne résout pour autant en rien le débat de l'UNEF, qui avec 1500 adhérents à l'époque, se pose la question de disparaître ou de continuer. Elle fait le choix de poursuivre.

Dans les années 90, le débat de l'université est doublé d'un débat sur l'emploi. L'UNEF participe activement au mouvement contre le projet Jospin puis contre la guerre du Golfe. L'UNEF se redéveloppe. C'est alors qu'elle développe le SOS inscription, la structuration par filière et milite pour « *défendre nos droits et en conquérir de nouveaux* ». En 1992, Jospin lance une circulaire disant que pour être financées, les associations doivent déposer aux élections, pariant ainsi sur la fin des luttes. C'est la création de la FAGE, favorisée par ce choix gouvernemental.

En 93, la droite revient au pouvoir et le débat sur l'Université s'accélère. Avec le CIP, puis le rapport Laurent, le Patronat tente de déterminer le remodelage de l'Université. Tentative de précarisation accrue des jeunes, de dévalorisation des qualifications, les jeunes et en particulier les étudiants se mobilisent fortement. Ce contexte d'urgence pour les étudiants fait que pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis la scission, l'UNEF et l'UNEF-ID adoptent ensemble une déclaration commune contre le CIP et appellent à la mobilisation. Le retrait du CIP acquis, la dynamique unitaire se poursuit dans l'élaboration d'une charte des stages en entreprise. Dès lors, une réflexion s'engage dans le syndicalisme étudiant sur les suites à donner à cette « première unitaire ». A la proposition de l'UNEF-ID de créer une « confédération de la jeunesse scolarisée » sans véritable finalité et réduite aux organisations étudiantes et lycéennes nationales, l'UNEF commence à opposer l'idée que le mouvement étudiant doit se rassembler plus largement et que ce rassemblement ne peut se faire que sous contrôle des étudiants. L'UNEF lance l'idée d'un réseau d'associations puis se propose de co-organiser avec d'autres forces le concert pour la réquisition de la Fac Pasqua.

En 95 avec l'élection de Chirac puis le plan d'austérité de Juppé, le mouvement social connaît une accélération revendicative. Le mouvement de nov./déc. 95 portera fortement les exigences de démocratisation, d'emploi des jeunes mais également de lutte contre les discriminations. Quand en octobre, la FEN, la CGT, la FSU, la CFDT et la CGC lancent ensemble un appel à la mobilisation sociale, c'est là aussi une première. Ce fort mouvement

fait s'interroger tout le mouvement social et en particulier le syndicalisme sur sa nature, sur les attentes revendicatives présentes dans la société. C'est l'émergence de réseaux pour le droit des femmes, contre la mondialisation, pour le droit au logement... De nouvelles formes de luttes ont donc émergé et les étudiants cherchent le moyen de prolonger au delà du mouvement. Beaucoup se syndiquent, mais beaucoup d'autres (ils sont majoritaires) ne trouvent pas leur place dans les structures syndicales existantes.

1995, c'est aussi le congrès de Montpellier pour l'UNEF. L'UNEF-ID lance alors l'idée d'une maison commune UNEF/UNEF-ID pour avancer sur l'unité du syndicalisme étudiant. L'UNEF développe, elle, l'idée de réseau d'association pour rassembler plus largement. Même si en même temps, elle connaît des difficultés à le mettre en œuvre, et à concrètement appliquer sa démarche sur les universités. On en est là aujourd'hui de l'histoire du syndicalisme étudiant pour aller un peu vite. Même s'il y a beaucoup d'oublis, bien évidemment, cet historique montre qu'à chaque fois que le syndicalisme a du s'interroger sur son évolution c'est quand il y a eu des enjeux universitaires forts, que l'Université était en passe d'évoluer.

Ainsi depuis l'après mouvement Devaquet, le débat sur le rassemblement étudiant se pose, il n'est pas né il y a un mois, mais il y a plus de 10 ans. Il est né avec des pratiques, des expériences bonnes comme mauvaises. Aujourd'hui, il s'accélère au vu du contexte universitaire et de l'état d'esprit des étudiants.

## **L'ETAT D'ESPRIT DES ETUDIANTS :**

Ni révoltés, ni résignés, les jeunes sont porteurs de fortes exigences pour réussir leur vie, et cela dans une société où ils veulent se sentir écoutés, dans laquelle ils sont déterminés à s'insérer. Ils portent sur elle un regard critique car elle ne leur accorde pas la place à laquelle ils ont droit : 56 % des 18-25 ans ne s'y sentent pas reconnus, selon un récent sondage de la FMF.

Ils dénoncent ainsi le monde du travail, dans lequel ils se sentent exploités, mal rémunérés, avec des emplois précaires, ils voient ce monde comme un univers de contraintes dans lequel toute notion de plaisir et d'épanouissement personnel a disparu. Ce sont 25 % des 21-25 ans qui ont le sentiment d'être en situation de précarité et on retrouve cela y compris chez 20 % des jeunes qui ont du travail. Mais si celui-ci est perçu comme une source de revenus, un moyen de s'intégrer dans la société, la volonté d'avoir un travail intéressant n'a pas pour autant

disparu mais représente une sorte de "luxe interdit". Toutefois, la multiplication des collectifs d'emplois jeunes qui se battent pour la pérennisation de leur emploi et pour acquérir la formation qui leur est due illustre bien cette volonté de réussir sa vie.

Car réussir sa vie, signifie pour la majorité des jeunes avoir une vie de famille harmonieuse (79% d'entre eux), mais aussi avoir un métier intéressant (75%). Et sur le chemin de la réussite, les jeunes accordent une place prépondérante au parcours scolaire. L'acquisition d'un diplôme est perçue par 86% d'entre eux comme indispensable, comme un argument concret pour se faire une place dans la société. La volonté de se battre pour réussir ses études, voire de faire des sacrifices (par exemple, travailler l'été au lieu de partir en vacances) représente un formidable potentiel de dynamisme et d'exigences.

Cet état d'esprit des étudiants est donc contradictoire, ils sont beaucoup à vouloir réussir leurs études, leur vie et en même temps ils sont 60% à dire qu'il ne peuvent compter que sur eux même et sur leur famille pour y parvenir. Cette prime à l'action individuelle et ce sentiment d'avoir leur destin et celui de la société entre leurs mains, ne signifie pas pour autant qu'ils font le choix de la lutte ou du repli sur soi. C'est souvent plus compliqué, très contradictoire. Par exemple on voit que la volonté de s'impliquer, de se mobiliser est bien présente chez toute une série de jeunes et notamment je pense qu'on en aura la vérification vendredi et samedi, avec le nombre de jeunes qui participeront au rassemblement en soutien à J. Bové à Millau. Ce rassemblement porte toute une série de propositions, de mobilisations pour une autre conception de la mondialisation que celle qui est en train de s'opérer. L'engagement des jeunes représente à leurs yeux un moyen de corriger l'isolement, et pour cela beaucoup de réseaux étudiants se constituent sur différents thèmes. Il y a donc un besoin de communiquer, d'échanger, de s'informer, d'utilisation des nouvelles technologies et notamment internet largement utilisées par les jeunes et donc les étudiants.

Mais l'engagement étudiant est souvent soumis à condition, les causes doivent les concerner directement, les formes de mobilisations doivent être souples pour pouvoir leur permettre un engagement ponctuel. Ils doivent s'y sentir utile, avoir le sentiment que l'énergie qu'ils dégageront pour une cause leur sera utile mais participera également à une transformation plus large de l'Université voir de la société.

Attente également chez les jeunes de pouvoir exercer leur citoyenneté et donc de la place qu'on leur donne pour pouvoir l'exercer. Cela entraîne des questions sur la démocratie notamment. Pour comprendre ces interrogations, il suffit de regarder du côté des lycéens qui vont s'inscrire à l'Université cette année, comment justement sur ces deux dernières années l'exigence d'être reconnu, de pouvoir s'exprimer, de pouvoir participer aux choix

pédagogiques a aussi contribué à une série de victoire : pour la première fois, les lycéens vont pouvoir élire directement leur délégué au Conseil de Vie Lycéenne au suffrage direct. Ce besoin d'écoute et de démocratie s'est retrouvé très fortement dans les derniers mouvements lycéens au delà de la question des moyens, de leurs enseignements.

Ce sont donc toutes ces réalités parfois contradictoires qui se posent aujourd'hui qui doivent contribuer à pousser plus avant notre réflexion sur la rénovation du syndicalisme. Ne pas en tenir compte signifierait réfléchir dans une bulle, isolé des étudiants et de leur état d'esprit. On vérifie quotidiennement que s'il y a ambitions, exigences étudiantes par rapport à la qualité des études, à la volonté de réussir ses études quitte souvent à faire d'énorme sacrifice, comme pour tous les étudiants qui font le choix de se salarier pour financer leurs études et il n'y a pas d'automatisme à faire le choix de l'engagement collectif pour s'en sortir.

Donc si d'un côté, il y a toute cette énergie à vouloir réussir ses études, que l'université soit transformée, il y a en même temps le poids du fatalisme, le fait que les organisations étudiantes, telles qu'elles existent, ne permettent pas toujours aux étudiants de se sentir utile dans leur engagement. Nous devons prendre cela en compte dans notre réflexion et dans le contexte qui est celui aujourd'hui.

## **L'UNIVERSITE EN QUESTION**

J'ai redonné brièvement les débats clés qui, en 50 ans, ont traversé l'université. Aujourd'hui encore, nous ne sommes pas quittes des débats qui traversent la société toute entière sur l'évolution des connaissances et donc le rôle que l'université va être amenée à jouer. Tout le monde s'accorde à dire que demain l'exclusion des jeunes dans la société se fera sur la base de ceux qui auront pu acquérir des connaissances ou au contraire de ceux à qui on n'aura pas donné les moyens d'acquérir des connaissances et des savoir-faire. Se rajoute le fait que nous sommes dans un monde où les connaissances, la technologie évolue de plus en plus rapidement. Il y a donc encore plus de nécessité de donner à chaque jeune les moyens de comprendre la société et ses évolutions, de s'y insérer, de s'y épanouir, et de pouvoir transformer les choses.

Cette évolution de l'université amène à beaucoup de réflexions, beaucoup de projets. Le MEDEF, s'il a été mis en échec en 94 sur le CIP, puis sur le rapport Laurent, ne renonce pas aujourd'hui à son projet sur l'école. Quand on regarde ce qui se joue dans les négociations à

l'UNEDIC avec le PARE c'est aussi la dévalorisation des diplômes pour les étudiants qui se joue dans ces négociations. C'est la dévalorisation, la tentative de précariser, de faire du chantage à l'emploi aux jeunes, d'essayer de les pousser à accepter un travail même sous payé, sous qualifié au risque de se voir sanctionner et donc ne pas percevoir d'indemnités. Tout ce qui se discute aujourd'hui hors université n'est donc pas sans conséquences sur des choix universitaires et sur le devenir de nos schémas de formation.

De plus quand on regarde du côté du Ministère de l'Education nationale comment peut-on se gargariser et se satisfaire de la stagnation des effectifs, dans un contexte où on sait qu'on est amené à former de plus en plus de jeunes, comment dès lors accepter qu'on dise que la stagnation des effectifs, c'est parfait ; que c'est ce qui va permettre de dégager moins de moyens, pour pouvoir faire des économies ? Aujourd'hui nous avons un ministre qui s'appuie sur cette argument là pour revoir à la baisse les besoins en terme de locaux, d'enseignants etc.. Il y a donc des choses qui se jouent à l'Université en lien avec ce qui se passe dans le mouvement social, avec ce qui se discute aujourd'hui avec les syndicats de salariés. Dans ce contexte cela signifie que pour les étudiants toute aspiration à réussir ses études, à s'intégrer, à avoir un emploi, à être entendu, relève d'un véritable débat stratégique quant à l'avenir de l'université. Ce qui signifie donc que chaque victoire comme chaque recul du mouvement étudiant participe aussi à redéfinir le remodelage universitaire.

## **UN NOUVEAU SYNDICALISME POUR MIEUX RELEVER LES DEFIS**

Dans ce contexte d'évolution de l'université, la question de quels besoins de réactions, de rapport de force, de riposte se pose. Ainsi, le processus qui a été engagé ne peut pas se réfléchir indépendamment de l'histoire de notre syndicalisme. Il ne peut non plus se réfléchir en dehors du contexte actuel, des défis à relever pour l'université et du nombre d'étudiants que nous sentons près à agir ou au contraire en difficulté, fatalistes sur leur capacité à intervenir et à peser dans le débat. Ce processus ne peut se réfléchir en dehors de tout ça. On sent qu'on a besoin de rénover le syndicalisme, de construire quelque chose de neuf au-delà de ce qu'on est aujourd'hui, au delà du nombre de nos adhérents, de notre représentation. Il y a vraiment besoin de donner aux étudiants les moyens de construire cet outil syndical. Il y a urgence à relever ce pari là, de ne pas construire un outil syndical isolé des étudiants mais au contraire de réfléchir comment les étudiants, à partir de leurs exigences, à partir de leurs besoins, de ce qu'ils vivent, peuvent contribuer à construire un syndicat qui leur soit

pleinement utile. En s'engageant dans ce processus de construction d'une nouvelle organisation étudiante, l'histoire n'est pas encore écrite. Le processus est lancé avec une ambition commune qui est celle de transformer l'Université et qui est celle de se rassembler. C'est l'ambition d'essayer ensemble d'imposer un rapport majoritaire à l'université pour gagner sa transformation. L'ambition est là, le reste est à écrire, à inventer à construire avec toutes celles et tous ceux qui ont envie d'en finir avec les formes syndicales telles qu'elles existent aujourd'hui, avec ceux qui ont envie de dépasser la réalité existante pour se sentir plus utile, plus efficace.

Nous avons aussi à réfléchir sur quels projets, quelles propositions, quels thèmes de mobilisation cette organisation se construit.

Dans 10 jours, les chaînes d'inscription débutent. Elles peuvent être un instant particulier pour déterminer des thèmes revendicatifs et des moments forts de mobilisation, mais aussi pour regarder du point de vue des pratiques syndicales comment on rénove notre fonctionnement. Si on décide de faire du neuf, ce n'est pas pour reproduire dans une nouvelle organisation tout ce qu'on est aujourd'hui, et notamment la difficulté que nous avons à certains moments d'impliquer les étudiants dans le syndicalisme. Au contraire c'est bien pour chercher de nouvelles formes.

Beaucoup d'AGE ont commencé à réfléchir la dessus avec des propositions qui émergent de réseaux par thèmes, d'être plus souple dans le mode de fonctionnement pour permettre à des étudiants de pouvoir réagir plus promptement dès qu'il y a un problème qui se pose à l'Université. C'est donc tout ça que nous souhaitons mettre dans le débat de construction d'une nouvelle orga. Je le rappelle ce processus se construit étape par étape, avec une 1<sup>ère</sup> étape qui est celle des chaînes d'inscription et avec le souci permanent de permettre aux étudiants d'être impliqués dans ce processus.

Je rappellerai que si plusieurs fois dans notre histoire, dans l'histoire de l'UNEF, nous avons refusé ce qui était proposé, refus de la maison commune, de la réunification UNEF/UNEF-ID et tout ce que j'ai donné tout à l'heure, ce n'était pas par volonté de ne pas rassembler le mouvement étudiant, mais bien par la volonté que les étudiants soient impliqués dans la construction de cela.

Ce qui a bougé, ce qui fait qu'aujourd'hui nous nous engageons dans un tel processus, c'est bien cette capacité commune à se dire qu'on ne peut pas laisser les étudiants spectateurs d'un tel processus, mais que dès les chaînes d'inscriptions ils doivent être les acteurs, les piliers de ce que nous souhaitons construire. Ils doivent pouvoir donner leur avis et être partie prenante de cette nouvelle organisation.

Pour beaucoup d'AGE qui se sont réunies, se ressent le besoin d'expériences concrètes, de vérifier sur le terrain avec d'autres associations, l'UNEF-ID, des étudiants qui aujourd'hui ne sont pas engagés, qu'ensemble on peut mener une lutte, la mener sur le terrain, la mener jusqu'au bout, la gagner. Il y a donc besoin d'expériences concrètes, de vérifier l'efficacité de ce rassemblement, de vérifier qu'il est plus efficace de gagner sous cette forme là que divisé et éparpillés. L'échéance des chaînes et de la rentrée va donc être décisive pour beaucoup d'entre nous.

## **LES CHAINES D'INSCRIPTION : UN MOMENT PRIVILEGIE D'EXPERIENCES**

Les chaînes d'inscription s'ouvrent dans quelques jours. Des milliers de bacheliers vont s'inscrire à l'Université, beaucoup d'entre eux avec des incertitudes sur leur avenir, leur projet de formation, beaucoup qui vont rencontrer des difficultés à gagner leur place en fac, qui vont rencontrer des difficultés à obtenir des aides sociales et qui vont faire le choix de se précariser pour financer leurs études. Les chaînes d'inscription, dès le mois de juillet, sont donc un moment d'attentes fortes pour les lycéens, les étudiants à réussir leurs études. Elles peuvent aussi être le moment où ce processus se construit certes mais, sur des revendications comme l'exigence de la libre inscription avec le fait aujourd'hui il y a besoin que plus de jeunes accèdent à l'université, sur des expériences communes pour sortir des étudiants de la précarité et gagner avec eux en se rassemblant devant les CROUS, les administrations pour gagner des bourses des AIE, des fonds d'urgence, pour aider les étudiants étrangers. Sur ce dernier point, il y a besoin de regarder avec précaution l'accueil des étudiants étrangers qui sera faite suite à la circulaire Lang/Chevènement qui propose des antennes préfectorales sur les universités. En effet, au nom du guichet unique, de vouloir simplifier les démarches, des antennes préfectorales seront mise en place sur les universités. Celles-ci auront pour conséquences directes que dès que l'antenne électorale refuse la carte de séjour, l'information est directement transmise au pôle d'inscription et la carte d'étudiant est refusée. Il y a donc la aussi un rapport de force à créer dès juillet pour permettre aux étudiants étrangers de ne pas se retrouver aux portes de l'université. Ainsi les chaînes d'inscription doivent être un moment pour vérifier toutes les expériences concrètes qu'on souhaite vérifier sur le terrain. Que ce soit le moment de vérifier tout ce qui se discute dans l'UNEF.

Je propose donc que la discussion s'ouvre à partir de tous ces éléments. Qu'on prenne le temps de regarder comment ce processus peut être construit par les étudiants, il y a beaucoup de discussions sur cette question dans les AGE qui veulent justement que l'échange et le débat d'idées dans l'UNEF leur permettent de voir comment les étudiants peuvent s'impliquer dans ce processus, comment ils peuvent en être les principaux acteurs. Il y a la mise à disposition dès le mois de juillet des coupons de participations qui peuvent répondre en partie à ces questions. Ils sont aussi une garantie supplémentaire pour ne pas résumer ce processus à une stratégie d'appareils mais au contraire de permettre à ce processus de se construire en bas et de se construire individu par individu. C'est aussi tout cela qui a bougé dans le débat de l'UNEF depuis deux / trois ans, il faut donc en tenir compte et partir de cela dans la discussion que nous allons avoir aujourd'hui.